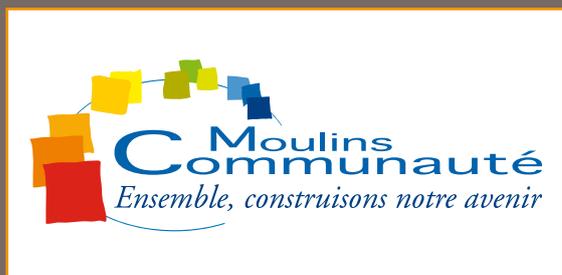


# Cahier d'acteurs

Entre Montmarault et Mâcon/Chalon-sur-Saône

Décembre 2010 - N°4



## Communauté d'Agglomération de Moulins

8, place Maréchal de Lattre de Tassigny  
03000 Moulins  
Tél. 04 70 48 54 54  
[www.agglo-moulins.fr](http://www.agglo-moulins.fr)

## Une vision partagée

M. le Ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ainsi que M. le secrétaire d'Etat chargé des Transports ont saisi la Commission nationale du débat public du projet d'accélération de l'aménagement à 2x2 voies de la Route Centre Europe Atlantique (RCEA) sur sa section comprise entre l'autoroute A 71 à l'Ouest, sur la commune de Montmarault, et l'autoroute A 6 à l'Est, sur la commune de Chalon-sur-Saône pour la branche Nord et Mâcon pour la branche Sud.

Lors de sa réunion du 7 avril dernier, la commission considérant que la modification des caractéristiques de la voie, du statut de route express à celui d'autoroute à péage, changera la nature du projet initial et lui confèrera le caractère d'un projet nouveau, a décidé d'organiser un débat public sur ce projet.

C'est dans le cadre de ce débat public que Moulins Communauté a décidé par délibération du 5 novembre 2010 d'apporter une contribution portant sur les éléments de réflexion suivants. Celle-ci traduit une approche consensuelle et une réflexion partagée entre les différents acteurs sociaux économiques de notre territoire ainsi que les collectivités locales concernées par ce dossier : le Conseil général de l'Allier, les Communes membres de notre EPCI (Montbeugny, Toulon-sur-Allier, Neuilly-le-Réal, Bessay-sur-Allier, Chemilly, Besson, Bresnay) et Moulins Communauté.

## Un trafic poids-lourds hors normes

La Route Centre Europe Atlantique (RCEA) se présente comme un des principaux liens routiers entre la façade atlantique et les frontières de l'Est de la France. Cette infrastructure aujourd'hui gratuite reçoit un trafic journalier particulièrement important avec des secteurs à plus de 13 200 véhicules/jour <sup>(1)</sup> et parmi lesquels on dénombre jusqu'à 41.43% <sup>(1)</sup> de poids lourds dont la plupart proviennent des différents pays de la communauté Européenne.

Dans ce contexte, cette voie assure à la fois une fonction vitale pour l'économie nationale mais également pour le développement économique des territoires traversés. Parallèlement elle est le support de mouvements pendulaires importants nécessaires à l'activité quotidienne des résidents du Nord de l'Auvergne.

(1) DDE de l'Allier Trafics routiers 2007

# La concession autoroutière dans le cadre d'un aménagement concerté

Dans la note de présentation du projet publiée par le MEDDAT en date du 23 mars 2009 il est précisé que *le scénario de référence de l'Etat n'envisage pas la fermeture d'échangeurs existants. Toutefois, certains seront modifiés ou regroupés pour permettre l'implantation de barrières de péage.*

**Ainsi, pour Moulins Communauté, il semble indispensable que soient pris en compte les points suivants :**

## 1- LES ECHANGEURS

**L'échangeur** à l'intersection de la RCEA et de la RD 55 assure la desserte de la ville de Dompierre-sur-Besbre ainsi que celle du pôle industriel de Sept Fonds, site d'implantation de la fonderie du groupe PSA. Compte tenu de la nature de l'activité exercée par cette entreprise, premier employeur de ce secteur du territoire, de sa dépendance vis-à-vis d'une organisation logistique basée sur le transport routier et de la nécessité de lui maintenir un accès direct à une grande infrastructure de communication, il est impératif de conserver et d'aménager cet échangeur.

Dans ce contexte, la desserte de la ville de Bourbon-Lancy devra également être étudiée.

**Les échangeurs** à l'intersection de la RCEA et des RD 12 et RD 161 sur le territoire de la Commune de Montbeugny, correspondent à des aménagements de type accès de chantier réalisés pour les travaux de construction de la RCEA et qui au fil du temps ont évolué vers le statut d'échangeur.

Ces échangeurs aujourd'hui génèrent un trafic important dans la traversée du bourg de Montbeugny et notamment de poids lourds se dirigeant vers le Nord via la RN 7. La commune a récemment décidé d'engager la mise en œuvre de son contrat communal d'aménagement de bourg. Les travaux projetés portent sur des aménagements paysagers, de réduction de largeur de voirie, d'installation de mobilier urbain etc... Ceux-ci se veulent qualitatifs et ne sont pas adaptés pour recevoir un trafic poids lourds important.

Parallèlement à l'opération communale, Moulins Communauté développe sur le territoire de Montbeugny un projet de plate forme logistique multimodale (LOGIPARC 03) de 184 hectares qui en fait un des plus grands projets logistiques en cours de réalisation en province.

Cet important projet de développement économique s'appuie sur la centralité de l'agglomération Moulinoise sur le territoire national mais également (et surtout) sur la présence des deux infrastructures routières que constituent la RN 7 et la RCEA.

Il est donc indispensable que « ce port à sec » à vocation internationale soit relié à ces voies. En ce qui concerne la RN 7 la solution retenue passe par un aménagement de la RD 12 depuis l'échangeur 47. Cette opération est menée conjointement avec le Conseil Général de l'Allier et ne pose pas de problème particulier. Pour une desserte depuis la RCEA et pour tenir compte des problèmes posés par la traversée du bourg de Montbeugny, plusieurs séances de travail réunissant les responsables politiques locaux, ont permis de retenir une solution consensuelle qui consiste en la suppression des échangeurs actuels pour les remplacer par un nouvel échangeur situé à l'Ouest du bourg de Montbeugny à l'intersection avec la RD N° 53.

Cette solution permet à la fois de traiter le problème de la traversée de ce village et de raccorder la future plate forme logistique à la RCEA. Elle présente également l'avantage de concentrer un maximum du trafic poids lourds sur un

axe qui constituera l'accès principal à cette zone d'activités en dehors de tout secteur urbanisé.

Il est donc proposé que ce tronçon de voie puisse être considéré comme une opération de rétablissement de la RD 12 et soit mise à la charge du futur concessionnaire. De plus, cette solution faisant l'unanimité au plan local et afin de ne pas retarder le développement économique de notre territoire et limiter les nuisances supportées par les résidents de Montbeugny, Moulins Communauté souhaite que ces travaux puissent être inscrits dans la première tranche de la mise à 2x2 voies.

**L'échangeur** à l'intersection de la RCEA et la RN 7 sur la commune de Toulon-sur-Allier est appelé à être supprimé lors de la mise à 2x2 voies de la RN 7, pour être remplacé par un nouvel ouvrage implanté à l'Ouest de la voie de chemin de fer Paris/Clermont-Ferrand.

Pour cet échangeur, plusieurs points doivent être abordés :

- La nécessité de prévoir la réalisation de ce nouvel échangeur dans le cadre de la concession RCEA ainsi que le raccordement de celui-ci avec le nouveau tracé de la RN 7.
- La configuration de l'ouvrage ne devra pas contrarier la possibilité d'implantation d'une aire de repos et de services pour les VL et les PL, accessible par les véhicules circulant sur ces deux voies. Je vous rappelle que le centre routier de Toulon-sur-Allier géré par notre collectivité, est aujourd'hui largement sous-dimensionné avec ses 143 places alors que sa fréquentation en heure de pointe dépasse fréquemment les 250 PL.
- Seul équipement de cette nature (carburant + restauration) sur le tronçon compris entre la Saône-et-Loire et l'A 71, sa localisation actuelle n'offre pas de possibilité d'extension et son accès ne sera pas lisible pour les usagers et pénalisera fortement le fonctionnement des zones d'activités de ce secteur.
- Il faut ici rappeler que le programme des aires de services initialement projeté par l'Etat pour la voie de contournement de l'agglomération Moulinoise (RN 7) n'a pu être mis en œuvre suite à différents appels à candidatures restés infructueux. Pour cette raison et ce qui précède, ce projet d'aire de repos et de services doit également être porté au cahier des charges de la consultation.

**L'échangeur** à l'intersection de la RCEA et la RD 2009 ne fait l'objet d'aucune demande particulière dans la mesure où celui-ci est maintenu, hormis les nécessaires adaptations techniques liées au nouveau statut de la RCEA.

## 2- TRAFIC LOCAL ET PEAGE

Le scénario de référence retenu par l'Etat repose sur un système de péage ouvert moderne. Il est noté avec satisfaction, que ce scénario prévoit une implantation judicieuse de 6 zones de perception permettant de laisser libre de péage les déplacements internes aux principales agglomérations à l'intérieur desquelles les trajets locaux resteraient gratuits. Au-delà de ces secteurs de proximité, il sera nécessaire de prendre en compte les spécificités du trafic local et notamment les mouvements pendulaires, en maintenant et en aménageant les itinéraires de substitution.

### 3- DES TERRITOIRES A METTRE EN VALEUR

Dans le cadre de cette opération d'aménagement, et au-delà des dispositifs classiques d'information et de signalisation que le futur concessionnaire devra réglementairement installer, le maître d'ouvrage en lien avec les différentes collectivités devra réaliser une analyse très précise des territoires et des milieux traversés. En effet, les effets induits par l'infrastructure routière seront nombreux et notamment dans le secteur du tourisme très présent sur le territoire communautaire. Aussi, des actions de promotion des valeurs naturelles, culturelles, fonctionnelles et esthétiques des paysages traversés seront indispensables et plus particulièrement pour les « villages étapes » non desservis directement depuis un échangeur. A cette occasion, la politique du « 1% paysage et développement » pourra utilement financer des opérations de communication, de préservation, de valorisation ou de requalification.

### 4 - TRAVAUX DE SECURITE

Le projet d'accélération de la mise à 2x2 voies de la RCEA, constitue une réelle avancée en matière d'aménagement du territoire. Les travaux actuellement en cours à hauteur de Cressanges, engagés dans le cadre du plan de relance de l'économie concourent à la sécurisation de cet axe à très fort trafic et sur lequel l'on doit malheureusement dénombrer de trop fréquents accidents corporels.

Aussi, compte tenu des délais annoncés (2017) pour la mise en service de cette future autoroute, les travaux de sécurisation devront être poursuivis et financés sur des crédits de l'Etat jusqu'à la prise en charge de celle-ci par le concessionnaire.

## La position de Moulins Communauté

**Le projet de d'accélération de la mise à 2x2 voies par le biais d'une concession autoroutière de la Route Centre Europe Atlantique reçoit le soutien de la Communauté d'Agglomération de Moulins.**

**Ce projet ne se présente pas comme une alternative « intéressante » mais plutôt comme la seule solution capable de mettre un terme aux attentes des habitants de notre territoire et plus généralement des très nombreux usagers de cette voie. Ce choix d'aménagement, permet d'entrevoir un achèvement de l'infrastructure commencée il y a plus de quarante ans, dans des délais acceptables. Outre les effets attendus pour l'essor économique de notre territoire, cette opération importante sera également l'occasion d'apporter nombre d'améliorations sur l'intégration environnementale et paysagère de cet ouvrage.**

**Moulins Communauté demande à être étroitement associée à l'évolution du projet et de la procédure de mise en concession.**